

\$500,000 par province, et ce qui s'appelle du véritable fédéralisme coopératif. J'aimerais en terminant, madame le Président, dire simplement que j'ai reçu de nombreux télégrammes d'appui des gens de la rivière Mingan et de la Minganie et, à ce titre, je crois que tout le monde se réjouit, et on espère que le Québec collaborera, et cela au grand plaisir des gens de la Côte-Nord du Québec, de tout le Canada et du monde entier puisque l'ONU a reconnu la valeur internationale de l'archipel de Mingan.

\* \* \*

[Traduction]

### LES PARTIS POLITIQUES

#### LE VOTE DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE CONTRE LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES CONCERNANT L'AGRICULTURE

**M. Ron Stewart (Simcoe-Sud):** Madame le Président, le secteur agro-alimentaire et le secteur tertiaire qui lui est connexe comptent pour environ 40 p. 100 de l'activité économique du Canada. Alors que seulement 5 p. 100 de la population travaille dans le secteur de la production primaire de denrées alimentaires, le secteur agro-alimentaire emploie 18 p. 100 de la main-d'œuvre canadienne. On a souvent dit que l'état du secteur agricole reflétait celui du pays.

A l'heure actuelle, la diminution constante du nombre des agriculteurs et des exploitations agricoles est pour nous un sujet primordial de préoccupation. De mauvaises conditions économiques ont aggravé la situation, comme en témoigne l'augmentation de 60 p. 100 du nombre d'agriculteurs à faire faillite. Le Canada ne saurait se permettre de continuer à subir des pertes aussi lourdes dans un secteur productif.

Tous les socialistes à ma gauche prétendent soutenir le secteur agricole alors qu'en réalité, comme chaque agriculteur indépendant doit certainement s'en rendre compte maintenant, ils représentent la mainmise de l'État. Les agriculteurs canadiens sauront à quel point le Nouveau parti démocratique s'intéresse à leur bien-être lorsqu'ils apprendront qu'hier les néo-démocrates ont voté contre les prévisions budgétaires dans lesquelles on avait décidé de consacrer plus de 200 millions de dollars au développement du secteur agro-alimentaire.

\* \* \*

### LES ALIMENTS ET LES MÉDICAMENTS

#### LE PRIX DES MÉDICAMENTS—CONDAMNATIONS DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre):** Madame le Président, selon les médias, le ministre de la Consommation et des Corporations serait à préparer des modifications aux dispositions relatives à la licence qu'on doit obligatoirement obtenir

### Questions orales

pour faire breveter des médicaments, afin d'aider les fabricants de produits pharmaceutiques à filouter les consommateurs canadiens. Il est assisté dans cette entreprise par l'hon. Martin O'Connell, qui travaille maintenant comme conseiller auprès du ministre, mais qui était jusqu'à tout récemment à l'emploi des sociétés pharmaceutiques qui demandent ces changements.

L'alliance de la grosse entreprise et du gouvernement contre les consommateurs canadiens devrait être éloquente pour les agriculteurs et les horticulteurs qui s'attendaient à ce que l'on prenne le même genre de mesure par le biais du projet de loi C-32, visant à assurer des brevets similaires aux sociétés horticoles. Les acheteurs de semences verront les brevets servir à renforcer les monopoles sur certains médicaments. Ils pourront aussi constater que le gouvernement cède aux pressions de certaines sociétés qui sont également très actives sur le marché mondial des semences.

● (1415)

Les prix facturés par les sociétés autorisées qui doivent concurrencer les géants de l'industrie pharmaceutique ont chuté de 67 p. 100 pour les seize médicaments les plus vendus au cours des quatre années qui ont suivi l'assouplissement des dispositions concernant les brevets, en 1969. Il semble maintenant que le gouvernement s'apprête à mettre fin à cette bonne mesure qui permet l'obtention automatique de la licence. Les consommateurs canadiens devraient savoir quel effet cela aura sur le prix des médicaments. Je prie le gouvernement de reconsidérer cette politique désastreuse, de maintenir la licence automatique et de permettre la fabrication de médicaments au Canada à des prix raisonnables pour le consommateur.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

#### LA SOCIÉTÉ CANADAIR—LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, j'ai une question à poser au président du Conseil du Trésor en sa qualité de ministre chargé de rendre compte de Canadair et de ses éventuelles sociétés mères. Le ministre voudrait-il faire une mise au point et nous assurer que le gouvernement endosse la responsabilité de la débâcle de Canadair par l'intermédiaire de divers ministres, puisque chaque mois depuis quelques années le ministre compétent a reçu des états internes de la situation financière de Canadair? Est-ce qu'il endosse la responsabilité de cette débâcle?